



■ ■ ■ L'activité économique de Paris ralentit ■ ■ ■

A l'issue du mois de novembre, le Greffe observe que l'activité des commerces et des sociétés parisiens commence à ralentir sous les effets du contexte économique actuel.

Ce bilan s'appuie sur les données des registres tenus par le Greffe.

Les entreprises actives à Paris : Fin novembre 2008, le solde net des entreprises actives à Paris résiste à la crise. Il continue sa progression avec 8 353 entreprises supplémentaires immatriculées au RCS parisien dont le nombre de dossiers d'entreprise augmentent de 2,54% par rapport à l'année 2007.

La création d'entreprise à Paris : Pour la première fois depuis plusieurs années, le rythme des immatriculations au Registre du commerce de Paris au cours des 11 premiers mois 2008, régresse légèrement par rapport à la même période de l'année précédente. Tous les statuts juridiques sont touchés, hormis celui de Société en Nom Collectif.

L'endettement des entreprises augmente, avec une envolée importante de l'endettement social moyen cumulé des entreprises.

Les défaillances d'entreprises à Paris : Même si le taux de défaillance d'entreprises se situe à 1% à l'issue du mois de novembre 2008, le nombre de déclarations de cessation des paiements augmente de 11% et celui des jugements d'ouverture de procédures judiciaires de 3,5%, Conséquence de ces hausses, l'augmentation de 42% du nombre des salariés concernés et de 131% du montant du passif moyen cumulé des entreprises défaillantes.

Tableau de bord : variation des 11 premiers mois 2008 par rapport à 2007	En hausse	En baisse
Stock d'entreprises parisiennes : 337 807 entreprises, soit 8 353 de plus qu'en 2007	+2,54%	
Les immatriculations d'entreprises		-2,5%
<i>dont 19 251 immatriculations de SARL</i>		-0,4%
Le montant moyen cumulé de l'endettement fiscal des entreprises*		-0,7%
Le montant moyen cumulé de l'endettement social des entreprises*	+259%	
Le nombre des déclarations de cessation des paiements	+11%	
Les ouvertures de redressements et liquidations judiciaires	+3,5%	

*Evolution du montant moyen cumulé des déclarations effectuées auprès du Greffe par les administrations fiscales et sociales

■ ■ ■ Création d'entreprises, profil des entités créées et de leurs dirigeants

Affaiblissement de la création d'entreprises pour la première fois en 2008

Depuis janvier 2008, le nombre des immatriculations au RCS s'élève à 31 751 immatriculations au RCS, soit une régression de 2,5% au titre des 11 premiers mois de l'année 2008 par rapport à la même période de 2007.

Seul le statut juridique de Sociétés en Nom Collectif (SNC) échappe à cette tendance :

- Les créations de SNC poursuivent leur très forte progression observée depuis 2007 pour s'établir à 2288 sociétés, leur nombre dépasse dorénavant celui des immatriculations de commerçant-personne physique : leur nombre augmente de près de 21,5% par rapport à 2007 et leur proportion par rapport au nombre total d'immatriculations passe de 6% en 2007 à 7% en 2008.

La création d'entreprises sous d'autres formes juridiques diminue.

- Le nombre des immatriculations de SARL baisse seulement de 0,4%. Avec près de 61% des immatriculations d'entreprises, les SARL restent majoritaires. Cette proportion au regard du nombre total d'entreprises augmente d'1 point par rapport à la même période de 2007.
- Le nombre cumulé des immatriculations de sociétés par actions baisse de 6,7% au titre des 11 premiers mois. Avec 2 669 nouvelles sociétés, leur proportion par rapport au total des immatriculations de 2008 s'établit à 8,4%, elles totalisaient 8,8% des effectifs en novembre 2007.

- Les immatriculations de commerçants-personnes physiques poursuivent leur recul de près de 6% au titre des 11 premiers mois de 2008 tandis que leur évolution nette, c'est à dire leur proportion au regard du nombre total des immatriculations descend au dessous de la barre des 6%.
- Les immatriculations de sociétés civiles continuent de diminuer en nombre et en proportion du stock : leur nombre régresse de près de 19% en 2008 par rapport à 2007 et leur proportion par rapport au total des immatriculations des 10 mois passe de 18% en 2007 à 15% en 2008.

À noter : le nombre des créations d'EURL progresse de 2,6% avec 4 621 immatriculations au RCS depuis début 2008.

Profil du créateur d'entreprise de janvier à novembre, entre 2006 et 2008

La répartition des créateurs d'entreprises par groupes selon les critères Hommes / Femmes / Personnes morales, sur les années 2006, 2007 et 2008, met en évidence une forte augmentation des créations d'entreprises par des personnes morales.

Créateur	De janvier à novembre	Immatriculations	Evolution annuelle	Pourcentage de dirigeant
Hommes	2006	22 514	-	72,8%
	2007	23 665	5,11%	72,6%
	2008	20 484	-13,44%	64,5%
Femmes	2006	6 876	-	22,2%
	2007	7 176	4,36%	22,0%
	2008	6 010	-16,25%	18,9%
Personne morale	2006	1 533	-	5,0%
	2007	1 733	13,05%	5,3%
	2008	5 257	203,35%	16,6%

■ ■ ■ Endettement des entreprises

Le nombre des déclarations d'endettement relatives aux investissements des entreprises recueillies par le greffe telles que les nantissements de fonds de commerce ou d'outillage et les privilèges du vendeur, baisse globalement de 6%.

Le montant moyen cumulé des déclarations d'endettement relatives aux retards de paiements des entreprises vis à vis des organismes fiscaux et sociaux, baisse de 0,7% vis à vis du Trésor Public pour un montant moyen de près de 261 000 euros - mais augmente de 259% vis à vis de la Sécurité sociale soit un montant moyen de près de 30 000 euros.

■ ■ ■ Entreprises en difficultés

Le nombre de déclarations de cessation des paiements progresse de 11% au titre des 11 premiers mois de l'année 2008. Leur répercussion sur les procédures judiciaires collectives commence à se faire sentir avec une augmentation de 3,5%

Le greffe a enregistré 2 185 déclarations de cessation des paiements depuis le mois de janvier et 171 au mois de novembre 2008.

Le Tribunal a prononcé 3 471 jugements d'ouvertures de procédures collectives touchant 9 529 emplois, soit une augmentation de près de 42%.

Les salariés les plus touchés par ces procédures :

Tous les secteurs sont affectés. Six d'entre eux le sont plus particulièrement :

- le secteur agroalimentaire (+81%)
- le commerce (+79%)
- le secteur des services aux particuliers (+69%).
- l'industrie manufacturière (+55%)
- les transports (+52%)
- la construction (+16%).

Point négatif : Le montant du passif moyen cumulé des entreprises défailtantes s'élève à 494 000 euros, il s'accroît de 131%.

